



## CHAPITRE 78

### Loi concernant la taxe municipale de vente et la taxe scolaire d'éducation

[Sanctionnée le 10 mars 1960]

**SA MAJESTÉ**, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Définition:  
"corporation municipale";

"corporation scolaire";

Imposition de certaines taxes, autorisée.

**1. Dans la présente loi,**  
**a) "corporation municipale"** désigne toute corporation municipale régie, exclusivement ou en partie, par la Loi des cités et villes ou par le Code municipal;  
**b) "corporation scolaire"** désigne toute corporation de commissaires ou de syndicats d'écoles et toute autre corporation scolaire à laquelle la présente loi deviendra applicable par décret du lieutenant-gouverneur en conseil.

**2. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, toute corporation municipale et toute corporation scolaire autorisées à cet effet par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des affaires municipales et de la Commission municipale de Québec, s'il s'agit d'une corporation municipale, et sur la recommandation du secrétaire de la province et du surintendant de l'instruction publique, s'il s'agit d'une corporation scolaire, peuvent imposer et percevoir, en sus de tout autre impôt, une taxe spéciale dite, dans le cas d'une corporation municipale, "taxe de vente" et, dans le cas d'une corporation scolaire, "taxe d'éducation", sur la vente ou l'achat en détail de tous biens meubles, effets mobiliers, marchandises et articles**

## CHAPTER 78

### An Act respecting the municipal sales tax and the school education tax

[Assented to, the 10th of March, 1960]

**HER MAJESTY**, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Definition:  
"municipal corporation";

"school corporation";

Levy of certain taxes, authorized.

**1. In this act,**  
**a. "municipal corporation"** means any municipal corporation governed by the Cities and Towns Act or the Municipal Code;  
**b. "school corporation"** means any corporation of school commissioners or trustees and any other school corporation to which this act shall become applicable by an order of the Lieutenant-Governor in Council.

**2. Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, any municipal corporation and any school corporation, so authorized by the Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Municipal Affairs and of the Quebec Municipal Commission, in the case of a municipal corporation, and on the recommendation of the Provincial Secretary and of the Superintendent of Education, in the case of a school corporation, may impose and levy, in addition to any other tax, a special tax called "sales tax", in the case of a municipal corporation, and "education tax" in the case of a school corporation, on the retail sale or purchase of all moveables, moveable effects, merchandise and articles of trade whatsoever, including gas, electri-**

de commerce quelconques, y compris le gaz, l'électricité et le service de téléphone vendus ou achetés dans tout le territoire soumis à leurs juridictions respectives.

Dispo-  
sitions  
applica-  
bles, etc.

Cette taxe est de même nature et sujette aux mêmes dispositions que celle constituée par la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

Résolu-  
tion.  
Maxi-  
mum.

Elle peut être imposée par résolution. Elle ne doit en aucun cas excéder deux pour cent du prix de vente ou d'achat des biens ci-dessus énumérés.

Achats  
faits  
hors du  
territoire.

3. Toute personne résidant ordinairement dans le territoire soumis à la juridiction de la corporation municipale ou de la corporation scolaire intéressée ou y faisant affaires qui, personnellement ou par l'intermédiaire d'une autre, y apporte ou fait en sorte qu'il y soit apporté ou livré quelque bien mobilier pour consommation ou usage dans ce territoire doit immédiatement en faire rapport au trésorier ou, selon le cas, au secrétaire-trésorier de cette corporation municipale ou scolaire, en lui transmettant ou délivrant la facture, s'il en est, avec tous renseignements que celui-ci peut exiger et il doit en outre payer à la corporation municipale ou scolaire, sur la consommation ou l'usage de ce bien, une taxe égale à la taxe de vente ou d'éducation qui eût été payable si ce bien avait été acheté au même prix, à une vente en détail, dans le territoire relevant de la juridiction de cette corporation municipale ou scolaire.

Percep-  
tion.

4. Ladite taxe est perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes sanctions et exemptions, *mutatis mutandis*, que la taxe perçue en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail et ses amendements.

Conven-  
tions.

5. La corporation municipale ou scolaire intéressée est autorisée à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de cette taxe.

Stipula-  
tions.

6. Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au trésorier ou au secrétaire-trésorier des corporations municipales ou scolaires d'examiner tous rap-

city and telephone service sold or purchased in the whole of the territory under their respective jurisdictions.

Such tax shall be of the same nature and subject to the same provisions as that established by the Retail Sales Tax Act.

Provisions  
to apply,  
etc.

It may be imposed by resolution.

It shall in no case exceed two per cent of the selling or purchase price of the property enumerated above.

Resolu-  
tion.  
Maxi-  
mum.

3. Every person ordinarily residing in the territory under the jurisdiction of the municipal or school corporation concerned, or carrying on business therein who, himself or through the instrumentality of another, brings or causes to be brought or delivered there any moveable property, for consumption or use in such territory, shall immediately report the same to the treasurer or secretary-treasurer, as the case may be, of such municipal or school corporation, transmitting or producing to the latter the invoice, if any, together with such information as he may require, and shall also pay to the municipal or school corporation, on the consumption or use of such property, a tax equal to the sales or education tax that would have been payable if such property had been purchased at the same price at a retail sale within the territory under the jurisdiction of such municipal or school corporation.

Purchases  
made  
outside  
territory.

4. The said tax shall be levied at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same sanctions and exemptions, *mutatis mutandis*, as the tax levied under the Retail Sales Tax Act and its amendments.

Levy.

5. The municipal or school corporation concerned is authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province for the collection of such tax.

Agree-  
ments.

6. Such agreements may stipulate that the treasurer or secretary-treasurer of the municipal or school corporation shall be permitted to examine all reports or state-

Stipula-  
tions.

ports ou états fournis en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

Droits  
trans-  
portés.

7. Ces conventions peuvent autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits de la corporation municipale ou scolaire relativement à la perception de la taxe de vente ou à la taxe d'éducation, selon le cas, et aux poursuites pour infractions à la présente loi.

Disposi-  
tions  
appli-  
cables.

8. L'article 28 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail et ses amendements est applicable, *mutatis mutandis*, à la taxe de vente ou à la taxe d'éducation imposée par une corporation municipale ou par une corporation scolaire en vertu de la présente loi.

Partage.

9. Le revenu provenant de la taxe d'éducation imposée dans une municipalité scolaire sous l'empire de la présente loi est, après déduction des dépenses encourues pour son imposition et sa perception, partagé entre les corporations scolaires catholique et protestante intéressées, le cas échéant, au prorata du nombre d'enfants de chacune de ces dénominations religieuses résidant dans le territoire commun aux deux corporations scolaires, tel que déterminé par le recensement prévu à l'article 285 de la Loi de l'instruction publique.

Union de  
plusieurs  
corpora-  
tions.

10. Plusieurs corporations municipales, avec les mêmes autorisations et recommandations que celles requises, quant à elles, pour les fins de l'article 2 et plusieurs corporations scolaires, avec les mêmes autorisations et recommandations que celles requises, quant à elles, par le même article, peuvent s'unir pour imposer et percevoir cette taxe de vente ou, selon le cas, cette taxe d'éducation dans l'ensemble du territoire soumis à leur juridiction, ou s'entendre pour autoriser l'une d'elles à imposer et percevoir cette taxe de vente ou cette taxe d'éducation pour le bénéfice commun de toutes les corporations municipales ou scolaires parties à une telle entente.

Partage  
en ce cas.

Le partage, entre les corporations municipales ou entre les corporations scolaires intéressées, du revenu provenant de cette taxe de vente ou de cette taxe d'éducation

ments furnished under the Retail Sales Tax Act.

7. Such agreements may authorize the Minister of Finance of the Province to exercise all the rights of the municipal or school corporation respecting the collection of the sales tax or education tax, as the case may be, and proceedings for infringement of this act.

Rights  
trans-  
ferred.

8. Section 28 of the Retail Sales Tax Act and its amendments shall be applicable, *mutatis mutandis*, to the sales tax or education tax imposed by a municipal or school corporation under this act.

Provisions  
to apply.

9. The revenue derived from the education tax imposed in a school municipality under this act, after deduction of the expenses incurred for the imposition and collection of such tax, shall, should the case arise, be divided between the Catholic and Protestant school corporations concerned, proportionately to the number of children of each of such religious denominations residing in the territory common to both school corporations, as determined by the census provided for by section 285 of the Education Act.

Appor-  
tionment.

10. Two or more municipal corporations, with the same authorizations and recommendations as are required for them for the purposes of section 2, and two or more school corporations, with the same authorizations and recommendations as are required for them by the same section, may jointly impose and levy such sales tax or education tax, as the case may be, throughout the territory under their jurisdiction, or agree to authorize one of them to impose and levy such sales tax or education tax for the common benefit of all the municipal or school corporations which are parties to such agreement.

Joint  
impo-  
sition by  
many  
corpora-  
tion.

The division, between the municipal or school corporations concerned, of the revenue derived from such sales tax or education tax, shall be effected in such

Partition  
in such  
case.

se fait de la manière et suivant les proportions convenues entre elles ou, à défaut d'entente entre elles à ce sujet, de la manière et suivant les proportions déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil sur les mêmes recommandations, respectivement, que celles requises pour les fins de l'article 2.

manner and in such proportions as they agree on or, failing agreement between themselves on that regard, in such manner and in such proportions as are determined by the Lieutenant-Governor in Council upon the same recommendations, respectively, as are required for the purposes of section 2.

Disposi-  
tions non  
affectées.

**11.** Les dispositions précédentes de la présente loi n'affectent pas les lois particulières accordant à certaines corporations municipales ou scolaires le pouvoir d'imposer et de percevoir une taxe de vente ou une taxe d'éducation.

**11.** The preceding provisions of this act shall not affect the special acts granting to certain municipal or school corporations the power to impose and levy a sales tax or an education tax.

Provisions  
not  
affected.

Taux  
augmenté.

Ces corporations peuvent cependant, avec les mêmes autorisations que celles prescrites dans les cas de l'article 2, porter, par résolution, de un à deux pour cent le taux de cette taxe de vente ou de cette taxe d'éducation, dans tout le territoire soumis à leur juridiction respective et en modifier toute autre modalité d'imposition, de perception ou de partage.

Such corporations may, however, with the same authorizations as are prescribed in the cases of section 2, increase, by resolution, from one to two per cent, the rate of such sales tax or education tax, throughout the territory under their respective jurisdictions, and change any other methods of imposing, levying or dividing such tax.

Rate in-  
creased.

Entrée en  
vigueur.

**12.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

**12.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.